

L'ÉCO

de la semaine



25 au 29 mai 2026

SOMMAIRE

Filière baie de rose : Un appui plus efficace de l'État.....	2
Madagascar-Sénégal : Un partenariat pour moderniser l'agriculture.....	2
Approvisionnement pétrolier : stock stratégique face aux perturbations mondiales	3
Energie : Montée en puissance du parc photovoltaïque sur le Réseau interconnecté d'Antananarivo	3
Élevage : Le marché ovin et caprin en plein essor.....	4
Madagascar-Banque Mondiale : Un portefeuille de plus de 4 milliards de dollars.....	4
Climat : l'ONU alerte sur des températures records dans les cinq prochaines années	5
Impôt sur le revenu : dernières heures pour la déclaration dans 36 départements	6
Distillerie : Le rhum arrangé conquiert le marché intérieur.....	7
Agroéconomie : La FEPA met en avant les filières agricoles et d'élevage.....	7
Madagascar - Russie : La mise en place d'une zone économique commune annoncée	8
Réformes économiques : la Bad débloque 68 millions de dollars.....	9
Indian Ocean Artificial Intelligence Summit : Madagascar veut surfer sur la vague de l'IA.....	9
Protection industrielle : L'Organisation mondiale du commerce rapporte l'examen par son Comité de quatre mesures de sauvegarde présentés par Madagascar	10

Filière baie de rose : Un appui plus efficace de l'État

R.EDMOND. | 26 MAI | MIDI MADAGASCAR

Les autorités misent sur le maintien de la qualité de la baie rose de Madagascar. La ministre du Commerce et de la Consommation, Haingotiana Andriamadison, l'a rappelé durant son déplacement à Taolagnaro dans le cadre du lancement de la campagne 2026 pour cette filière



Accompagnement

Une occasion également pour le membre du gouvernement et sa délégation d'annoncer la poursuite des actions d'accompagnement des acteurs de la filière dans la recherche de débouchés pour ce produit, qui joue un rôle non négligeable dans les exportations de Madagascar. Très recherchée sur le marché international, la baie rose malgache, qui se distingue par sa bonne qualité

aromatique, est principalement utilisée dans l'alimentaire et la gastronomie. La filière concerne une bonne dizaine de milliers d'acteurs. Avec des exportations estimées entre 5 millions et 8 millions de dollars par an, la baie rose figure parmi les importantes sources de devises du pays, jouant ainsi un rôle déterminant dans la balance commerciale de Madagascar.

Objectifs

En mettant en place les dispositifs de développement de la filière baie rose, le ministère du Commerce et de la Consommation se fixe, entre autres objectifs, de renforcer les recettes en devises grâce à un produit à forte valeur ajoutée ; de diversifier les exportations agricoles afin de réduire la dépendance à la vanille ; de créer des revenus dans des régions rurales souvent pauvres et exposées à la sécheresse ; de développer des activités de transformation locale comme le tri, le séchage, la transformation en huiles essentielles et le conditionnement. Une manière également d'améliorer l'image des produits « *Made in Madagascar* » sur les marchés premium. Pour la région Anosy, en particulier, la baie de rose entre dans le rang des cultures de rente au service du développement local. Cette détermination du ministère de tutelle à appuyer plus efficacement la filière est considérée comme une bouffée d'oxygène pour les acteurs économiques.

Madagascar-Sénégal : Un partenariat pour moderniser l'agriculture

NAVALONA R. | 26 MAI | MIDI MADAGASCAR

Madagascar, via le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, et le Sénégal, représenté par le groupe OUMOU, viennent de renforcer un partenariat stratégique visant à transformer et moderniser l'agriculture malgache.

Des projets phares ont ainsi été évoqués lors de la rencontre entre la délégation du groupe « *OUMOU Group Sénégal* », conduite par son président-directeur général, Diabel Seck, accompagné de SEM Souleymane Diagne, consul honoraire du Sénégal, et le ministre de tutelle Gaëtan Ramindo, dernièrement. On peut citer, entre autres, le déploiement de la plateforme numérique « *Allo Tracteur* ». Il s'agit d'une innovation technologique permettant aux producteurs d'accéder aux divers services agricoles essentiels, notamment à la location des équipements et engins agricoles, aux conseils agricoles et aux prévisions météorologiques, étant donné que leurs activités agricoles en dépendent. Les agriculteurs pourront ainsi commander des services de location de tracteurs via une application mobile ou des centres d'appels dédiés, pour la mécanisation de leurs parcelles d'exploitation, entre autres.

« Smart agriculture ». Par ailleurs, la mise en œuvre de l'agriculture intelligente, ou « Smart agriculture », fait également l'objet de discussions entre les deux parties.

Cela consiste notamment à utiliser de l'innovation technologique et des données en temps réel afin d'optimiser les rendements et la productivité tout en préservant les ressources naturelles. À titre d'illustration, des drones peuvent être mobilisés pour faciliter le semis. L'emploi de l'imagerie satellitaire permettra également de détecter les zones de stress hydrique ou celles présentant des carences en nutriments, ou encore celles infestées par des insectes ou des maladies nuisibles aux cultures. Le développement de systèmes d'irrigation intelligente, ou l'optimisation de la fertilisation, contribuent également à réduire le coût d'exploitation des producteurs, sans oublier le gain de temps. La traçabilité du système de production sera ainsi assurée. Ces initiatives ambitionnent de bâtir une agriculture moderne, performante et durable, capable d'améliorer les revenus des ménages ruraux, de dynamiser le monde rural et de concrétiser les objectifs d'autosuffisance alimentaire, a-t-on évoqué. Reste à savoir si l'accès à cette agriculture intelligente sera à la portée des petits exploitants agricoles.

Approvisionnement pétrolier : stock stratégique face aux perturbations mondiales

ARH. | 26 MAI | LES NOUVELLES

Les autorités malgaches travaillent à la mise en place d'un système national de stocks stratégiques de carburants. Dans ce sens, le géant omanais OQ Trading a été reconduit comme principal importateur de produits pétroliers jusqu'en novembre 2026. Ces décisions devraient aider à stabiliser l'approvisionnement national en carburants face aux fortes incertitudes que dessine le marché international.

Le projet de stock stratégique figure parmi les priorités de la nouvelle « Lettre de politique de l'aval pétrolier », récemment dévoilée par le ministère de l'Énergie et des hydrocarbures. L'objectif est de créer une réserve souveraine capable d'assurer la continuité de l'approvisionnement en cas de crise. Selon le directeur général des Hydrocarbures, Harivelo Andrianarahinjaka, Madagascar dispose déjà d'un cadre réglementaire imposant un stock minimal de sécurité équivalant à 21 jours de consommation. « Madagascar doit disposer d'un stock de sécurité conforme aux exigences réglementaires », rappelle-t-il. Toutefois, ce dispositif reste distinct du stock stratégique envisagé. À la différence du stock de sécurité utilisé pour gérer les besoins quotidiens du marché, le stock stratégique servirait uniquement lors d'événements exceptionnels, comme des perturbations majeures du commerce international. « Cette réserve ne sera mobilisée qu'en cas de crise importante ou de force majeure », explique le responsable. Pour le directeur général de l'Office malgache des hydrocarbures (OMH), Cydolain Raveloson, ce projet devient indispensable. « La mise en place d'un mécanisme de stock stratégique est essentielle. Elle nous permettra de sécuriser l'approvisionnement national », affirme-t-il. Il ajoute que cette réserve pourrait compenser les retards

logistiques ou les perturbations affectant les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Des impératifs

Le chantier reste toutefois complexe. Les capacités de stockage existantes atteignent déjà leurs limites, obligeant l'État à envisager la construction de nouvelles infrastructures. Le financement du projet constitue également un défi de taille. Mais, « cela fait partie de nos obligations », insiste Harivelo Andrianarahinjaka. Il note au passage que le futur texte sur l'aval pétrolier devrait intégrer ce mécanisme.



Parallèlement, Madagascar a renouvelé sa confiance à OQ Trading pour l'importation des carburants blancs de juin à novembre 2026. L'annonce a été faite par Cydolain Raveloson, à l'issue du processus d'évaluation des offres. Dans un marché pétrolier mondial fragilisé par les tensions en Mer Rouge et au Moyen-Orient, ce choix vise à garantir un approvisionnement stable en gasoil, essence SP95 et pétrole lampant. « La priorité reste d'assurer l'approvisionnement national tout en maîtrisant les coûts logistiques », souligne le directeur général de l'OMH.

Energie : Montée en puissance du parc photovoltaïque sur le Réseau interconnecté d'Antananarivo

26 MAI | 2424.MG

La puissance globale injectée par les nouvelles centrales solaires sur le Réseau interconnecté d'Antananarivo (RIA) s'élève actuellement à 12,5 MWc. Cette capacité de production d'électricité photovoltaïque est répartie stratégiquement à travers quatre sites clés, à savoir 5 MWc à Mangatany, 5 MWc à Ampangabe, 1,5 MWc à Ambatomirahavavy et 1 MWc à Ambohidrano Ifafy, comme indiqué par le ministère de l'Énergie et des hydrocarbures. Cette dynamique va être renforcée par les 86 protocoles d'accord (MOU) signés en avril dernier. Ces derniers progressent graduellement, conformément aux

procédures réglementaires en vigueur. Ils devront alors contribuer à intensifier à grande échelle le développement du secteur de l'énergie solaire à Madagascar.

Lors de cette mobilisation du secteur privé, placée sous le thème de « Solution solaire pour Madagascar », la Jirama avait exprimé des besoins qui portaient sur 55 centrales dans 22 régions, pour une puissance de 526 MWc. Les offres reçues par la compagnie nationale avaient atteint un volume de 3 753,191 MWc

Élevage : Le marché ovin et caprin en plein essor

HASINA GIOVANNI | 28 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L'époque où le choix de viande se limitait essentiellement au bœuf, au porc et au poulet est révolue. La viande de mouton et de chèvre se démocratise de plus en plus dans la capitale.

Le marché de la viande dans la capitale a nettement évolué au cours des vingt dernières années, porté par le développement du commerce et de la consommation, lui-même stimulé par le boom démographique et la migration continue qui a favorisé l'expansion des périphéries du « Grand Tana ».



Progressivement, l'offre de viande s'est diversifiée dans les étals des boucheries de proximité, présentes à chaque coin de rue. Cette évolution permet désormais aux consommateurs de choisir selon leurs habitudes alimentaires, leurs convictions culturelles ou simplement leurs préférences gustatives.

À Imerinafovoany, une boucherie halal spécialisée dans le commerce de viande de mouton dans la partie Nord-ouest d'Antananarivo, notamment dans les zones d'Antehiroka-Marovatana et Tsimahafotsy illustre cette transformation. Cinq frères ayant hérité ce commerce de leur père Ahmed témoignent de cette évolution du marché de la viande de mouton dans cette zone et explique les étapes de distribution de cette filière.

Communautés musulmanes

« Il a fallu beaucoup de patience et de détermination avant de vraiment pouvoir « vivre » de cette activité. La filière ovine est loin d'être aussi structurée que la filière bovine, sans véritable marché dédié à l'approvisionnement au début de notre activité. Nous devions à chaque fois aller directement à la rencontre des éleveurs de cette partie Nord-ouest notamment vers Ambatomanoïna », explique Rafiki Ahmed, l'un des frères gérants.

Le prix actuel d'un bélier varie entre 180 000 et 200 000 ariary selon sa taille. Mais en général, une brebis, plus rare, est généralement plus chère, pouvant atteindre 200 000 à 260 000 ariary, notamment lorsqu'elle est gestante.

« En général, nous arrivons à vendre un mouton entier par jour, voire plus selon les périodes, ce qui représente plus d'une trentaine par mois. Les éleveurs vendent rarement des brebis ; nous achetons plutôt une vingtaine de jeunes béliers. Pour nous approvisionner, nous devons marcher deux jours afin de rejoindre les éleveurs, qui nous livrent ensuite à mi-chemin. Au début, à l'époque de notre père, le commerce de viande de mouton n'était pas évident ici. Nous étions d'abord installés à Mandrosoa, puis à Ambohibao, avant de nous établir à Imerinafovoany en 1998. Les tripes étaient distribuées au voisinage faute d'acheteurs mais maintenant avec l'installation progressive de communautés musulmanes et l'ouverture de beaucoup de restaurants asiatiques, le marché s'est développé et ne se limite plus à la population locale. Nous vendons le kilo de viande à 22 000 ariary, et le mouton vivant à 11 000 ariary le kilo. Nous prenons également des commandes de méchoui d'agneaux et de grillades pour diverses festivités », conclut l'entrepreneur.

Madagascar-Banque Mondiale : Un portefeuille de plus de 4 milliards de dollars

R.EDMOND. | 28 MAI | MIDI MADAGASCAR

Malgré le changement de régime, la Banque mondiale joue le jeu de la continuité et renforce son engagement pour soutenir le développement de Madagascar. Les statistiques font état d'un portefeuille de plus de 4 milliards de dollars destiné au financement de 26 projets de développement.

Ce qui place l'institution de Bretton Woods au rang des plus grands contributeurs au développement de Madagascar, puisque cette enveloppe, composée de dons et de prêts concessionnels, constitue aujourd'hui l'un des plus importants programmes de financement extérieur du pays.

Priorités

Le portefeuille couvre des projets nationaux ainsi que des opérations régionales. Les infrastructures absorbent une

part importante des financements. Les routes, l'énergie, l'eau potable et le numérique figurent parmi les priorités de la Banque mondiale à Madagascar. D'après les données publiées en 2024, environ 34 % des financements sont consacrés aux infrastructures, soit près de 1,39 milliard de dollars. Le développement durable représente également un axe majeur. Plus d'un milliard de dollars sont orientés vers l'agriculture durable, la protection de l'environnement et la gestion des ressources naturelles. Dans

un pays fortement exposé aux cyclones, à la sécheresse et à la dégradation environnementale, ces investissements visent aussi à renforcer la résilience économique et sociale.

Manque d'efficacité

Le volet social occupe une place importante dans ce programme. Les financements concernent l'éducation, la santé, la nutrition et la protection sociale, avec l'objectif d'améliorer les conditions de vie d'une population dont une grande partie vit encore sous le seuil de pauvreté. Cependant, au-delà du montant, le pays est encore confronté à un problème de manque d'efficacité dans l'exécution des projets. Selon plusieurs sources, seulement environ un milliard de dollars avait déjà été décaissé au moment de l'annonce, les procédures administratives et les difficultés de gestion ralentissant la mise en œuvre des programmes. La Banque mondiale prévoit ainsi d'accompagner davantage les structures publiques malgaches

afin d'accélérer les décaissements et le suivi des projets. La gouvernance constitue également un enjeu essentiel. La situation de la JIRAMA a notamment été évoquée lors des discussions entre les autorités malgaches et la Banque mondiale, l'institution financière internationale souhaitant renforcer la supervision et la gestion du secteur énergétique.

Précédent régime

Il est à noter que la grande majorité de ces projets ont été conclus et annoncés durant le précédent régime, dans le cadre du partenariat avec la Banque mondiale. On peut citer, entre autres, le programme énergétique ASCENT Madagascar, approuvé en mai 2026 par la Banque mondiale, pour un financement de 250 millions de dollars destiné à : élargir l'accès à l'électricité, renforcer la réforme de la Jirama, développer les énergies renouvelables, et fournir de l'électricité à plus de 2,5 millions de personnes d'ici 2030.

Climat : l'ONU alerte sur des températures records dans les cinq prochaines années

28 MAI | LA CROIX

L'ONU alerte jeudi 28 mai sur des températures records attendues entre 2026 et 2030. La moyenne de ces cinq années aurait de grandes chances de dépasser de plus de 1,5 °C les niveaux préindustriels. Un épisode El Niño fin 2026 pourrait faire de 2027 l'année la plus chaude jamais enregistrée.

Les températures moyennes mondiales devraient se maintenir « à des niveaux record ou quasi record » sur la période 2026-2030, avec 75 % de probabilité que la moyenne de ces cinq ans dépasse de plus de 1,5 °C celle des niveaux préindustriels, a alerté l'ONU jeudi 28 mai. Les années 2015 à 2025 sont les 11 années les plus chaudes jamais enregistrées, avait indiqué l'Organisation météorologique mondiale (OMM) en mars, et la tendance devrait se poursuivre selon un nouveau rapport de cette agence de l'ONU.

Selon ce bulletin de l'OMM sur les prévisions du climat à l'échelle mondiale, établi par le Service météorologique du Royaume-Uni, il est « probable » à 86 % qu'une année entre 2026 et 2030 batte le record de l'année la plus chaude jamais enregistrée, actuellement détenu par l'année 2024.

« Un épisode El Niño est prévu pour la fin de l'année 2026, ce qui augmente les chances que l'année suivante, 2027, soit la prochaine année record », a déclaré Leon Hermanson, l'auteur principal du bulletin, qui synthétise les prévisions fournies par 13 instituts différents.

Les prévisions de température moyenne sur cinq ans dans le centre du Pacifique tropical indiquent selon l'OMM « une tendance à des conditions El Niño », en particulier en 2027 et 2028.

El Niño se caractérise par une hausse des températures de surface dans le centre et l'est du Pacifique équatorial. Il se produit d'ordinaire tous les deux à sept ans et dure environ neuf à douze mois. Le dernier épisode El Niño, en 2023 et 2024, avait fait de ces années les deux plus chaudes

jamais enregistrées. Le phénomène cyclique affecte par effet domino le climat mondial pendant plusieurs mois.

« Dépassements temporaires »

Selon le rapport, publié alors qu'une partie de l'Europe vit depuis quelques jours une vague de chaleur exceptionnelle pour un mois de mai, les moyennes de température à l'échelle mondiale devraient rester très élevées au cours des cinq prochaines années, proches de leurs plus hauts historiques.



Selon l'OMM, entre 2026 et 2030, les températures moyennes annuelles à la surface du globe dépasseront dans leur ensemble de 1,3 °C à 1,9 °C la moyenne des niveaux préindustriels (1850-1900). Et il est « très probable » (à 91 %) que la température moyenne à la surface du globe dépasse temporairement de plus de 1,5 °C les niveaux moyens de 1850-1900 pendant au moins une année entre 2026 et 2030. Ce seuil a également été dépassé temporairement en 2024, alors que la

température moyenne à la surface du globe était supérieure d'environ 1,55 °C aux valeurs préindustrielles.

Selon le bulletin, il est en revanche « extrêmement improbable » (moins de 1 % de probabilité) que la température moyenne à la surface du globe dépasse de plus de 2 °C la moyenne de la période 1850-1900 au cours de l'une des cinq prochaines années.

L'OMM rappelle que les seuils de 1,5 °C et 2,0 °C figurant dans l'Accord de Paris font référence à un réchauffement « à long terme maintenu sur une période prolongée, généralement évalué sur 20 ans ». Le fait que la température moyenne annuelle à l'échelle du globe dépasse ces seuils pendant certaines années ne signifie pas que les objectifs de température à long terme de l'Accord de Paris sont hors d'atteinte, explique-t-elle, ajoutant que des dépassements temporaires devraient se produire de plus en plus fréquemment à mesure que la tendance

au réchauffement de la planète « se rapproche de ces seuils ».

Les prévisions montrent aussi que le réchauffement dans l'Arctique devrait continuer de dépasser nettement la tendance observée à l'échelle planétaire. Au cours des cinq prochains hivers prolongés de l'hémisphère nord (novembre-mars), la température dans l'Arctique devrait ainsi être supérieure de 2,8 °C à la normale pour la période 1991-2020.

Selon les prévisions pour la période de mars 2026 à mars 2035, la concentration des glaces de mer arctiques devrait diminuer dans les mers de Barents, de Béring et d'Okhotsk. Par ailleurs, les précipitations seront supérieures à la moyenne aux hautes latitudes de l'hémisphère nord au cours des cinq prochains hivers prolongés (novembre-mars).

Impôt sur le revenu : dernières heures pour la déclaration dans 36 départements

28 MAI | LA CROIX

Les contribuables de la zone 2 – ceux des départements numérotés entre 20 et 54 – ont jusqu'à ce jeudi 28 mai 23 h 59 pour remplir et valider leur déclaration de revenu en ligne. Les foyers des derniers départements bénéficient pour leur part d'une petite semaine supplémentaire.

Tic-tac, tic-tac... Le compte à rebours est lancé pour les Corses, les Girondins ou les Meurthois. Les contribuables des 36 départements numérotés de 20 à 54 n'ont en effet plus que quelques heures pour remplir et valider leur déclaration de revenu.



Comme tous les ans, la campagne déclarative ouverte depuis le 9 avril est rythmée en plusieurs temps. Bercy a en effet prévu des dates limites étalées selon les départements. Une nécessité pour lisser les pics de connexion des Français qui ont tendance à remplir leur déclaration dans les derniers jours et même souvent dans les dernières heures avant l'échéance fatidique.

Cette année, il est déjà trop tard pour les contribuables qui utilisent encore le formulaire papier. Pour eux, l'échéance était fixée au 19 mai. Les contribuables qui déclarent sur Internet bénéficient toujours d'un délai plus long. Mais celui-ci est déjà passé pour la zone 1. Pour les départements numérotés de 01 (Ain) à 19 (Corrèze), la date limite était jeudi 21 mai à 23 h 59.

Une semaine plus tard, c'est donc pour les foyers des départements allant de la Corse (2A et 2B) à la Meurthe-et-Moselle (54) que le temps presse. Ils n'ont plus que quelques heures pour remplir, vérifier et valider leur déclaration sur le site des impôts ou via l'application. Pour eux, le couperet tombe ce jeudi 28 mai à 23 h 59. Les derniers foyers, ceux des départements allant de 55 (Meuse) à 976 (Mayotte) ont encore une semaine avant l'échéance. Pour eux, la limite est fixée à jeudi prochain, le 4 juin à 23 h 59. Un barème en cinq tranches

Si depuis 2019 le paiement de l'impôt a été radicalement modifié par le passage au prélèvement à la source, celui-ci n'a pas fait disparaître l'étape de la déclaration de revenu. En effet, Bercy ne connaît pas tous les revenus perçus par un foyer, ni toutes ses dépenses qui ouvrent droit à un coup de pouce fiscal, ni l'évolution éventuelle de la composition du foyer fiscal (naissance, décès, départ d'un enfant...).

La déclaration va donc permettre de prendre en compte la situation d'un ménage et l'ensemble de ses revenus pour déterminer s'il est ou non imposable à l'impôt sur le revenu. Et, si c'est le cas, combien il doit payer en fonction du barème progressif, qui lui-même évolue tous les ans, notamment pour tenir compte de l'inflation. Pour cette année, un célibataire ne sera imposable que s'il déclare un revenu annuel de plus de 11 600 €, le double pour un couple.

Avec les différents mécanismes qui s'ajoutent (décote, minimum de perception...), le seuil d'entrée dans l'impôt correspond à un salaire net d'un peu plus de 1 600 € par mois. En deçà de ce montant (et en tenant compte aussi du nombre d'enfants ou des dépenses déductibles) un

foyer reste dans la tranche à 0 % et n'a donc aucun impôt à verser. C'est le cas de plus de la moitié des ménages en France, puisque 19 millions étaient imposables en 2025 sur un total de plus de 41 millions de foyers fiscaux. Le barème est ensuite composé de quatre autres tranches. Le taux d'imposition débute ainsi à 11 % entre 11 601 € et 29 579 €, la tranche maximale d'environ la moitié des

foyers imposables. Le prélèvement de l'État atteint 30 % sur les revenus compris entre 29 580 € et 84 577 € puis grimpe à 41 entre 84 578 € et 181 917 €. Il culmine à 45 % au-delà de cette somme. Une tranche qui ne concerne évidemment qu'une infime minorité de contribuables, à peine 0,1 % des foyers.

Distillerie : Le rhum arrangé conquiert le marché intérieur

FANILO MAMPIANINTSOA | 29 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Des rhums arrangés et eaux-de-vie à base de fruits locaux sont exposés à la FEPA afin de valoriser le savoir-faire artisanal malgache et séduire le marché intérieur. Des rhums arrangés et eaux-de-vie à base de fruits locaux sont exposés à la FEPA afin de valoriser le savoir-faire artisanal malgache et séduire le marché intérieur.

Des rhums arrangés raffinés et des eaux-de-vie élaborées à partir de fruits naturels locaux sont exposés à la Foire de l'Élevage et de la Production Agricole (FEPA), organisée à Nanisana par le Malagasy Professionnel de l'Élevage. L'événement, qui se déroule du 28 au 31 mai, a pour objectif de valoriser les productions locales.

Ces produits artisanaux, fabriqués à base de fruits naturels malgaches, sont présentés comme une alternative locale destinée au marché intérieur. Ils sont exposés au stand 42 de la foire, où ils attirent l'attention des visiteurs grâce à leur diversité et leur transformation à base de matières premières locales.

La production repose sur une transformation entièrement locale, utilisant des fruits cultivés sur place et des approvisionnements issus de fournisseurs agricoles régionaux. La capacité annuelle est estimée à environ 20 000 litres, un volume encore dépendant de la saisonnalité des récoltes.

Usages médicaux

Selon les responsables du projet, le positionnement reste exclusivement tourné vers le marché local. « À ce stade, aucune exportation n'est réalisée », précise la direction. Sur le plan technique, un enseignant-chercheur associé au projet met en avant un procédé de distillation reposant sur un équipement de 12 mètres, permettant d'éliminer certaines substances issues de la fermentation,

notamment le formol, afin d'améliorer la qualité et la sécurité des produits.

Ces boissons s'inscrivent également dans un cadre réglementaire encadrant le « toaka gasy » et bénéficient d'une certification de consommabilité. Des recherches sont en cours pour optimiser les procédés de transformation.

Au-delà de leur dimension économique, ces produits sont également associés, selon les promoteurs, à des usages dits médicaux, notamment contre l'hypertension, les douleurs dentaires et le rhume.



À travers leur présentation à la FEPA, ces rhums arrangés et eaux-de-vie à base de fruits naturels visent à renforcer leur position sur le marché intérieur tout en valorisant les fruits locaux et le savoir-faire artisanal malgache. La production est portée par la société Gaë & Gabi, installée à Ambodinifody, Moramanga.

Agroéconomie : La FEPA met en avant les filières agricoles et d'élevage

FANILO MAMPIANINTSOA ET HASINA GIOVANNI | 29 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La 18e édition de la Foire de l'Élevage et de la Production Agricole (FEPA), organisée à Nanisana du 28 au 31 mai par les Professionnels de l'Élevage de Madagascar (MPE), connaît une forte affluence depuis son ouverture. Placé sous le thème des énergies renouvelables appliquées à la production, l'événement entend favoriser les échanges entre producteurs, investisseurs, établissements bancaires et porteurs de projets agricoles.

La Foire de l'Élevage et de la Production Agricole (FEPA) met en lumière les filières agricoles et d'élevage. Organisée à Nanisana par les Professionnels de l'Élevage de Madagascar (MPE), cette 18e édition attire de nombreux visiteurs venus découvrir les initiatives et opportunités proposées dans le secteur.

Cette année, la foire met l'accent sur les énergies renouvelables appliquées à la production agricole et animale.

Plusieurs partenaires soutiennent l'événement, parmi lesquels Yas Mbalika et des établissements bancaires. Leur présence contribue à élargir l'audience de la manifestation auprès des producteurs, des entrepreneurs et du grand public.

Au-delà de la vente de produits et de matériels agricoles, les organisateurs souhaitent créer un espace d'échanges et de visibilité pour les exposants. Selon M. Anja, technicien au sein du MPE, la foire joue un rôle important dans la structuration du secteur.

Solutions

« La foire ne vise pas seulement à vendre, mais à faire connaître aux visiteurs et aux nouveaux clients l'existence

de chaque stand, afin qu'ils s'en souviennent lorsqu'ils entreront dans ce secteur. »

Afin de renforcer les liens entre la formation et le monde professionnel, des étudiants spécialisés en agriculture et en élevage ont également été associés à cette édition. Plusieurs stands présentent par ailleurs des équipements et du matériel agricoles, illustrant la diversité des solutions proposées aux exploitants.

La présence des banques figure parmi les principaux centres d'intérêt des visiteurs. Les entrepreneurs agricoles y voient l'occasion de s'informer sur les possibilités de financement et d'accompagnement de leurs projets.

« Nous sommes venus pour développer notre entreprise et nous avons appris qu'il y a des stands de banques présents ici », témoigne un visiteur.

Madagascar - Russie : La mise en place d'une zone économique commune annoncée

GARRY FABRICE RANAIVOSON | 29 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Il a également été question de coopération économique durant le Forum international sur la sécurité, à Moscou. Le Premier ministre a évoqué, notamment, la mise en place d'une zone économique commune entre la Russie et Madagascar.

Un accord en vue. À s'en tenir au communiqué publié par la Primature, la redynamisation de la coopération bilatérale entre Madagascar et la Russie ne se limitera pas au domaine militaire. Elle devrait s'élargir bientôt au domaine économique.



L'institution de Mahazoarivo fait part de « la signature à venir d'un accord pour la mise en place d'une zone économique commune entre Madagascar et la Russie ». Selon la missive de la Primature, l'information a été évoquée par Mamitiana Rajaonarison, Premier ministre, durant un entretien avec des journalistes russes, en marge du Forum international sur la sécurité, à Moscou. À cet effet, le chef du gouvernement aurait ainsi ajouté que le climat d'investissement dans la Grande Île « va être amélioré afin d'attirer les investisseurs ».

Un accord pour la mise en place d'une Zone économique commune (ZEC) vise à créer un espace d'échanges économiques plus fluide, plus dynamique entre deux ou plusieurs pays. À cet effet, il a pour objet d'instaurer des mécanismes pour faciliter la circulation des personnes, des biens et des capitaux. La Russie a, par exemple,

signé un accord sur la création d'une ZEC avec le Belarus et le Kazakhstan en 2003.

Un économiste contacté affirme que la mise en place d'une ZEC présente plusieurs opportunités, notamment en termes d'investissements, de circulation de capitaux et de transfert de technologies et de compétences. Il souligne cependant que « des balises solides sont nécessaires afin d'éviter qu'il n'engendre un partenariat déséquilibré, en défaveur de Madagascar ». Un cadre juridique et structurel solide pour préserver les intérêts nationaux est, par exemple, nécessaire selon ses explications.

La Primature rapporte également que, lors de cet entretien avec des journalistes russes à Moscou, le Premier ministre a indiqué que « des discussions sont en cours avec les autorités russes pour augmenter les capacités de stockage de carburant à Madagascar ». À lire le communiqué, il s'agit d'une des solutions avancées par l'État pour faire face aux perturbations de l'approvisionnement en carburant engendrées par la guerre au Moyen-Orient.

Centrale hydroélectrique

La question de la coopération économique, notamment la volonté d'attirer des investisseurs russes à Madagascar, figurait déjà parmi les points mis en avant durant la visite officielle du colonel Michaël Randrianirina, Chef de l'État, en Russie, en février. Le Premier ministre, alors encore directeur général du Service de renseignement financier (Samifin), a justement fait partie de la délégation présidentielle lors de ce voyage.

Dans une interview accordée à Russia Today (RT) durant cette visite officielle de février, le Chef de l'État a déclaré : « L'un des buts de notre visite est d'attirer les entreprises étrangères telles que Gazprom et Rosatom, qui sont toutes les bienvenues. Nous avons été en contact, dernièrement, avec plusieurs entreprises, telles que Geoscan,

qui veulent investir à Madagascar et que nous recevrons avec plaisir. »

En réponse à RT, le locataire d'Iavoloha avait également ajouté que « l'un des défis auxquels nous faisons face en ce moment est le manque de financement de nos actions. (...) Mais c'est pour cela aussi que nous cherchons des partenaires pour faire face à ces défis que nous n'avons pas les moyens de régler seuls. L'arrivée d'aides financières et d'investissements à Madagascar nous aidera à redresser le pays. C'est pour cela que nous sommes venus ici ».

De prime abord, pour la Grande Île, la signature d'un accord pour la mise en place d'une ZEC avec la Russie pourrait surtout s'inscrire dans l'optique d'attirer des investisseurs et des financiers russes. Toujours en marge du Forum de Moscou, Mamitiana Rajaonarison a rencontré, mercredi,

Sergueï Choïgou, secrétaire du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie.

Outre les questions sur la sécurité internationale, le champ de la coopération bilatérale entre Madagascar et la Russie a également été discuté. La Primature met, entre autres, l'accent sur une éventuelle coopération dans le domaine énergétique. La missive de l'institution de Mahazoarivo parle d'un projet de construction d'une centrale hydroélectrique. Par ailleurs, la coopération Russie-Madagascar dans le domaine militaire a été réaffirmée durant cette rencontre, notamment en matière de formation.

Ainsi, un projet de partenariat entre le « Sekoly miaramilam-pirenena » (Semipi), ou l'École nationale des enfants de troupe, et l'école des enfants de troupe russe serait en gestation. Le Premier ministre étant justement un ancien de la Semipi.

Réformes économiques : la Bad débloque 68 millions de dollars

ARH. | 29 MAI | LES NOUVELLES

La Banque africaine de développement (Bad) a approuvé un financement de 68 millions de dollars, destiné à soutenir les efforts de Madagascar en matière de gouvernance, de finances publiques et de développement énergétique. L'accord a été signé à Brazzaville, avant-hier, en marge de l'assemblée annuelle de la Bad. Cette enveloppe est destinée à financer la réalisation de la deuxième phase d'un programme axé sur plusieurs priorités : l'amélioration de la gestion des finances publiques, le renforcement des recettes internes, la transparence administrative et la lutte contre la corruption. Ce programme vise également à améliorer le climat des affaires, afin d'attirer davantage d'investissements privés. « L'octroi de cette deuxième tranche de financement, reflète les résultats concrets enregistrés dans les réformes fiscales et la stratégie nationale de lutte contre la corruption, prolongée jusqu'en 2030 », a déclaré, à cette occasion, le ministre malgache de l'Économie et

des Finances, le Dr Herinjatovo Ramiarison. Selon lui, cela permettra de consolider les progrès déjà accomplis. Le gouvernement ambitionne par ailleurs de porter les recettes fiscales à 12 % du Pib d'ici la fin de l'année 2026. Le secteur de l'énergie figure aussi parmi les priorités du programme. Les autorités prévoient la création d'une autorité indépendante de régulation de l'électricité ainsi qu'un fonds national dédié à l'énergie durable. Ces mécanismes devraient faciliter l'accès à l'électricité, notamment dans les zones rurales encore mal desservies. Le partenariat public-privé (PPP) sera également renforcé à travers un cadre réglementaire révisé. Pour le représentant résident de la Bad à Madagascar, Adam Amoumoun, le pays démontre sa volonté de poursuivre des réformes concrètes malgré un contexte économique difficile. « Madagascar a montré un engagement réel en faveur de changements tangibles », a-t-il affirmé.

Indian Ocean Artificial Intelligence Summit : Madagascar veut surfer sur la vague de l'IA

ARH. | 29 MAI | LES NOUVELLES

« L'intelligence artificielle ne doit pas être l'apanage de quelques nations. Elle doit devenir une opportunité pour nos peuples et Madagascar ambitionne d'en tirer profit », a déclaré le ministre du Développement numérique, des Postes et des Télécommunications (MNDPT), Mahefa Andriamampiadana, en marge de l'ouverture de l'Indian Ocean Artificial Intelligence Summit (IOAI) au Radisson Blu Hotel Antananarivo, hier.

Le ministre a fait valoir le potentiel de la jeunesse malgache, qu'il considère comme la « première richesse du pays ». « Nos jeunes sont intelligents, créatifs et ambitieux. Avec les bons outils et les bonnes opportunités, ils peuvent rivaliser avec le monde entier », a-t-il soutenu. Coorganisé par EDS Group, AFRIA et EDA Consulting, aux côtés de la Primature et du ministère du Développement

numérique, des Postes et des Télécommunications (MNDPT), l'Indian Ocean Artificial Intelligence Summit rassemble des responsables publics, des entreprises, des chercheurs, des investisseurs et des experts du numérique, en particulier Yas Madagascar, autour des défis et opportunités de l'intelligence artificielle (IA). L'objectif est

de stimuler les compétences locales, renforcer la coopération régionale et attirer davantage d'investissements.

Transformation du continent

Pour la présidente du comité d'organisation et directrice générale d'EDS Group, Cédène Da Silva, Madagascar possède de grands atouts pour s'imposer dans cette dynamique technologique. « Madagascar est un pays riche en talents, en énergie et en jeunesse. Nous avons choisi ce pays parce qu'il occupe une position stratégique dans l'océan Indien et dispose d'un immense potentiel humain », a-t-elle affirmé.

Selon elle, le pays doit participer activement aux transformations numériques du continent. « Nous ne voulons pas seulement entendre l'histoire de l'Afrique se raconter. Nous voulons aussi être des acteurs du changement, notamment à travers une intelligence artificielle responsable et humaine », a-t-elle ajouté. Durant deux jours, les discussions porteront sur la gouvernance, l'éthique et la réglementation de l'IA, avant de se concentrer sur ses applications concrètes dans des secteurs porteurs tels que l'agriculture, la santé, l'éducation, les services et l'économie verte et bleue.

Protection industrielle : L'Organisation mondiale du commerce rapporte l'examen par son Comité de quatre mesures de sauvegarde présentés par Madagascar

29 MAI | 2424.MG

Le Comité des sauvegardes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) rapporte s'être penchée sur les notifications de mesures de sauvegarde présentées par 19 de ses membres. Sur l'ensemble des dossiers traités par le Comité durant sa dernière réunion, Madagascar s'est distingué en soumettant quatre mesures de sauvegarde à l'examen.

La Grande Île se place ainsi au cœur de l'actualité commerciale internationale aux côtés de trois autres nations, à savoir l'Indonésie avec sept mesures, les Philippines et la Turquie, avec quatre mesures chacune. À eux seuls, ces quatre pays avaient concentré la moitié de toutes les mesures de sauvegarde analysées par l'OMC lors de cette session. Ce qui suggère la volonté ferme de l'État malgache d'utiliser les outils légaux du commerce international pour défendre son marché intérieur.

L'OMC n'a pas précisé les dossiers malgaches traités lors de la réunion de son Comité des sauvegardes, qui s'est tenue vers la fin du mois d'avril. Depuis le début de l'année 2026, Madagascar mène une offensive réglementaire ciblée pour protéger son tissu industriel face à une hausse jugée massive et préjudiciable des produits importés.

Sous l'impulsion de l'Autorité nationale chargée des mesures correctives commerciales (ANMCC), la Grande Île avait formalisé quatre enquêtes majeures auprès de l'OMC en seulement quatre mois. Elles avaient démarré en janvier avec l'ouverture d'investigations sur les tubes et tuyaux en plastique, parallèlement à une enquête sur les pâtisseries sèches et céréales de petit-déjeuner. Cette dynamique de protection s'est intensifiée en avril avec deux nouveaux dossiers visant, d'une part, les jus, nectars

et boissons non alcoolisées, et d'autre part, les articles de table, de cuisine, de ménage et d'emballage.



Un Membre de l'OMC peut adopter temporairement des mesures visant les importations d'un produit, au moyen de droits de douane plus élevés ou d'autres mesures. Des dispositions que ce pays peut prendre s'il détermine au moyen d'une enquête qu'un accroissement des importations d'un produit cause ou menace de causer un dommage grave à sa branche de production nationale.

 **Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe**

 **+261 32 07 696 49 / +261 34 01 696 49**

 **ccifm@ccifm.mg / adhesion@ccifm.mg**

